



AUDIENCE ENTRE LE MINISTRE DU BUDGET BERNARD CAZENEUVE, LE DIRECTEUR GENERAL BRUNO BEZARD, LE PREFET DE L'ISERE RICHARD SAMUEL, ET NOTRE DIRECTION LOCALE

La CGT finances publiques Isère, Force ouvrière, CFDT et CFTC-UNSA **ont été reçues** lundi 9 décembre 2013 par **Mr Cazeneuve, Ministre délégué au Budget**. Comme d'habitude, une action commune, , avait été proposée par la CGT après des contacts pris vendredi matin et lundi matin avec nos camarades de Solidaires. En effet, l'agitation est indispensable quand un Ministre se rend dans notre département quelques jours après le CTR emplois et budget. Le rôle d'un syndicat est d'amener les agents à se mobiliser pour montrer leur mécontentement, pas de bouder dans un coin. La CGT a profité de cette rencontre pour adresser **une pétition directement au Ministre**.

Résumé de l'entretien

Après une attente au 4ème étage de l'ancienne direction des services fiscaux où nous nous sommes entretenus avec Mme LECA conseillère sociale et modernisation, Mr CAZENEUVE nous a rejoints accompagné de M BEZARD Directeur des Finances Publiques et Mr PERY Directeur Départemental.

Chaque organisation a pu lire une **déclaration** au Ministre sur la situation revendicative. Celle de la **CGT est jointe au dos de ce tract**.

Réponse du Ministre qui a précisé qu'il ne tiendrait pas (on s'en doute) un discours différent de celui tenu dans les instances nationales :

« Le discours est celui de la vérité et surtout de la réalité. C'est le discours du déficit que nous devons résorber. »

Sous entendu que le déficit résolu, on pourra prétendre à un avenir meilleur, et surtout ne pas parler recette.

« Donc nous attendons de vous, organisations syndicales, un comportement responsable et une collaboration étroite (sic). »

C'est c'là, oui !

« Quand aux suppressions d'emploi, il faut reconnaître que cette année, elles sont en diminution dans le département de l'Isère, en 2012 elles étaient de 47 emplois. Cette année, elles sont moins importantes et elles touchent tous les cadres. » La bête a déjà été beaucoup saignée il faut maintenant sucer le peu de sang qui lui reste !

« Nous avons fait un effort pour certains ministères, la Justice et l'Intérieur »
et oui il faut éteindre les incendies...

« Vous avez évoqué la dématérialisation, elle est source de progrès et nous devons (avec les OS) en mesurer ensemble les conséquences ». Donc continuer à supprimer des emplois !

Eh bien nous verrons ce qu'en pensent les agents au retour de notre questionnaire que la section départementale CGT finances de publiques diffuse actuellement à tout le personnel de l'Isère !

En réalité Monsieur, doit résorber le déficit et pour cela il a besoin de tous, c'est une sorte «d'Union Sacrée» comme en 14. Et oui, avec les sacrifices, Monsieur se doit d'évoquer la souffrance au travail et les risques psycho sociaux. Là aussi, nous devons nous responsabiliser et rester à l'écoute de nos collègues. C'est une fuite de responsabilité du Ministre et de la Direction, là encore, nous devons nous serrer les coudes dans la tempête et combattre... le déficit ensemble.

La déclaration a été conclue en adressant des louanges aux services de Bercy, « à la barre du navire, et affrontant la tempête. »

Fermez le ban ! Le Ministre est rappelé à l'ordre par sa conseillère « nous sommes en retard, nous devons partir »...

Déclaration à M. Bernard CAZENEUVE lors de sa visite du 09 décembre 2013

Monsieur le Ministre nous commencerons notre déclaration sur le dossier de la création du SIP Grésivaudan.

La création d'un service de la DGFIP dans la vallée du Grésivaudan est et restera toujours une de nos fortes revendications au niveau local.

Madame la sénatrice Annie DAVID qui soutient notre proposition vous a interpellé sur ce sujet.
Monsieur le Député François BROTTE est également intervenu sur ce dossier.
Nous avons interpellé Monsieur le Président de la République qui vous a transmis notre courrier.

La réponse que vous nous avez adressée en date du 30 septembre 2013 ne répond à aucune des problématiques que nous avons soulevées.

Elle comporte même sur certains points des erreurs.

A titre d'exemple, il est faux d'écrire que les communes concernées par la création du SIP de Grésivaudan à la Cité DODE de Grenoble sont des communes limitrophes. La commune de Bernin est à plus de 18 Kilomètres.

Même la décision arrêtée par notre Directeur Général, Monsieur Bruno BEZARD, de créer un SIP au Sud de Nantes vient souligner la pertinence de notre revendication.

Les arguments que nous avons à maintes reprises évoqués, sont à notre grande surprise repris pour justifier cette création.

Au niveau national, à l'appel de leurs organisations syndicales, des centaines d'agents se sont réunis mercredi 04 décembre 2013 à Paris. Faisant le constat comme pour les autres directions que le plan stratégique est synonyme :

- d'abandon de certaines missions
- de la généralisation de la dématérialisation comme justification abusive des suppressions d'emplois
- du démantèlement du maillage territorial
- de conditions de travail toujours plus dégradées
- de déqualification, de précarisation Ils ont décidé de se mobiliser à nouveau et de s'engager dans des actions unitaires inscrites dans la durée.

Au niveau local nous faisons ce même constat. Au quotidien nous, Agents de la DGFIP subissons de plein fouet des décisions arrêtées, sans aucune véritables études d'impact, sans aucune véritable négociation. La démarche stratégiques si chère à notre Directeur général ne fait qu'accroître le démantèlement de notre administration centrale. La souffrance au travail est devenu notre lot quotidien.

Les suppressions d'emplois qui viennent de nous être annoncées ne peuvent qu'aggraver la situation des services et des agents.

Nous finirons par notre revendication salariale.

Vous n'êtes pas sans ignorer que la valeur du point d'indice des fonctionnaires est gelé depuis 2010. La perte sèche de pouvoir d'achat sur les dix dernières années devient abyssale, elle s'élève entre 2002 et 2012 à plus de 13%.

Vous l'aurez compris la CGT Finances Publiques demande :

- l'ouverture immédiate de négociations sur les rémunérations
- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et à minima le rétablissement des effectifs d'avant fusion
- le retrait de la démarche stratégique
- l'ouverture d'une négociation sur l'avenir de la DGFIP à partir d'une analyse contradictoire